

GUINÉE (CONAKRY) : FICHE PAYS – DECEMBRE 2025



Catégorie OCDE (2025) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B+/--

Change : franc guinéen / Régime de change flottant dirigé

Horizon de l'objectif de réduction des GES : -13% à horizon 2030

FORCES

- Activité dynamique soutenue par l'exploitation d'importantes réserves de minerais (bauxite, or, minerai de fer)
- Potentiel hydroélectrique
- Dette publique et extérieure modérées

FAIBLESSES

- Fort dépendance au secteur minier
- Déficit courant très élevé
- Faiblesse de la gouvernance
- Tensions politiques et sociales

SYNTHESE :

Évolution des risques : positive.

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : la Guinée connaît une forte dynamique économique, avec une croissance prévue à +7,2 % en 2025 selon le FMI, soutenue par les investissements dans l'énergie et les infrastructures. L'activité devrait accélérer en 2026-2027 (supérieure à +10,5%) grâce à l'extension des capacités de production de bauxite et au lancement de l'exportation de minerai de fer de Simandou. Malgré ces perspectives très favorables, des risques subsistent, liés notamment au ralentissement de la demande chinoise et aux incertitudes politiques et sociales internes.
- Vulnérabilité des comptes publics : le déficit public est attendue en réduction en 2025 même si la prévision du FMI de -3,2 % paraît optimiste (-5 % en 2024). Il pourrait atteindre la cible du gouvernement (-3%) en 2026, grâce à la hausse des recettes minières, portée par l'exploitation de Simandou. Les dépenses d'investissement resteront prioritaires. La réduction du déficit public et le dynamisme de la croissance devraient se traduire par une réduction du ratio d'endettement, qui pourrait être ramené de 49% du PIB en 2024 à 42 % en 2025 et à moins de 40% en 2026 selon le FMI.
- Vulnérabilité extérieure : la dépendance de la Guinée aux exportations de produits miniers (bauxite, or) sera renforcée par le lancement de la production de minerai fer en 2026. Le solde courant devrait s'améliorer mais la prévision du FMI d'un déficit ramené à -2,3% dès 2026 (-9,7% en 2024) semble optimiste. L'endettement extérieur est peu élevé (de l'ordre de 25% du PIB) et sa structure (majoritairement concessionnelle) favorable. Le cours du Franc guinéen s'est stabilisé face au dollar, favorisé par les revenus d'exportation et la baisse du dollar. Les réserves de change sont très faibles (moins de 1,5 mois d'importations), limitant les capacités de la banque centrale à défendre le cours de sa devise en cas de forte pression à la baisse.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le niveau de bancarisation est particulièrement faible en Guinée (seuls 4% des Guinéens de plus de 15 ans détiendraient un compte bancaire selon la Banque Mondiale). Le ratio de capitalisation du secteur progresse à 19% fin 2024 (14,4% en 2022). Le taux de prêts non performants est en repli à 6,7% (9,2% en 2021).

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : En 2021, le Président A. Condé a été renversé par un coup d'Etat dirigé par M. Doumbouya. En septembre 2025, une réforme constitutionnelle a été acceptée par référendum, ouvrant la voie à l'organisation d'élections générales, fixées pour fin décembre 2025 et auxquelles M. Doumbouya sera candidat. Des tensions sociales ne sont pas exclues à l'approche du scrutin.
- Climat des affaires : la Guinée est moins bien classée selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale que ses voisins (Sénégal, Côte d'Ivoire notamment). La faiblesse du cadre juridique et les lourdes administratives ainsi que la corruption continuent à peser sur le climat des affaires.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : la Guinée est très vulnérable aux changements climatiques (152^{ème} sur 181 selon l'indicateur ND Gain), notamment à la sécheresse. Ses émissions de GES sont faibles (145^{ème} / 160 pour les émissions/ hab.) grâce au poids de l'hydroélectricité dans son mix énergétique. Le pays devrait continuer à développer son potentiel hydroélectrique et d'autres sources renouvelables. Le nouveau gouvernement s'est exprimé en faveur d'une mise en œuvre plus stricte des clauses environnementales des contrats miniers, l'activité du secteur présentant d'importants défis dans ce domaine.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total) *	
Exportations	Importations
Minerais (bauxite)	48,5%
Or	46,0%
Fruits	1,6%
Appareils, équips mécaniques	11,3%
Véhicules	10,1%
Machines, app. Électriques	7,5%
Pétrole	7,1%

* Données miroir (sur la base des déclarations des partenaires) en l'absence de données officielles du pays
Source: ITC, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2021-2024 (% du total)	
Exportations	Importations
Inde	26,6%
Ghana	21,7%
Chine	17,7%
E.A.U.	4,5%
France (19 ^{ème})	0,4%
Source: FMI, DOT	
Chine	18,8%
Inde	11,4%
Royaume-Uni	7,8%
E.A.U.	7,8%
France (8 ^{ème})	4,1%



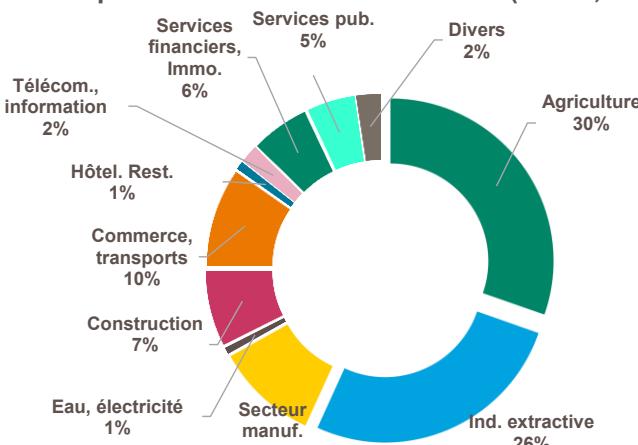
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

GUINEE	2021	2022	2023	2024(e)	2025(p)	2026(p)	2027(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	16	20	22	24	28	31	34
Rang PIB mondial	127	120	116	116	114	114	114
Population (Mns)*	14,3	14,7	15,0	15,4	15,8	16,2	16,6
Rang Population mondiale	72	72	71	70	69	69	69
PIB / habitant (USD)	1 140	1 335	1 469	1 572	1 741	1 909	2 077
Croissance PIB (%)	5,6	4,0	6,2	6,1	7,2	10,5	10,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	12,6	10,5	5,4	4,7	3,1	3,0	3,1
Part exportations manufacturées (% total exp.)**	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	40,6	37,9	40,4	48,8	42,2	38,1	34,3
Solde public (% PIB)	-1,7	-1,9	-3,9	-5,0	-3,2	-3,0	-2,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)***	7,7	8,3	6,3	7,8	8,3	NA	NA
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	4,1%	-5,7%	-9,7%	-14,0%	-9,7%	-2,3%	-1,2%
IDE (% du PIB)	10,5%	10,4%	9,3%	NA	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	2,9	3,2	2,3	1,4	1,4	1,4	1,9
Dette extérieure totale (% PIB)**	29%	25%	24%	23%	22%	25%	29%
Dette extérieure CT (% PIB)**	1,3%	1,3%	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change	9 804	8 783	NA	NA	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	18,5	14,4	15,3	19,1	NA	NA	NA
Taux de NPL	9,2	8,8	8,9	6,7	NA	NA	NA
ROE	16,6	22,1	23,8	30,8	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)**	183	188	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	143	143	145	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	159	152	NA	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO&REO 04/2025);*Banque Mondiale;**Oxford Economics;*** S&P

a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Guinée : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2024)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **L'industrie minière, secteur clé de l'économie**

La Guinée possède les **premières réserves mondiales de bauxite** (environ un quart du total), utilisé pour la fabrication d'aluminium. Le pays en est, depuis 2019, le **2ème producteur mondial** après l'Australie. Il est également un **important producteur d'or** et doit devenir un acteur majeur sur le marché du minerai de fer grâce à l'exploitation de la mine de Simandou¹. La production de ce gisement, considéré comme l'un des plus grands au monde et attendu depuis de nombreuses années, a été lancée le 11 novembre 2025. La Guinée disposerait en outre de réserves de **lithium et d'autres minéraux** entrant dans la composition des batteries.

La transformation locale de produits miniers, en premier lieu de bauxite, est une priorité du gouvernement. Il a retiré, en mai 2025, les permis de recherche ou d'exploitation à plus de cent entreprises minières, accusées de ne pas respecter leurs obligations d'investissement dans ce domaine. Ces activités nécessitent cependant d'importantes dépenses en énergie, une montée en compétence des travailleurs et surtout des financements que le pays peine à obtenir.

Le secteur primaire (production agricole, pêche et élevage), pèse pour environ 30% du PIB. La production agricole est concentrée sur l'**arachide, le café, le coton et le cacao**. Le secteur bénéficie d'un soutien financier de la Banque Mondiale, en vue de diversifier l'économie et réduire sa dépendance à l'exploitation minière.

Les services de **communication et transport** mais surtout le **commerce**, sont dynamiques, grâce à l'activité du **port de Conakry**. Le pays soutient également le développement du secteur du digital. Après l'ouverture fin 2022 d'« Orange Digital Center », un écosystème dédié au numérique, le gouvernement a annoncé en septembre 2025 l'inauguration d'un centre de données destiné à renforcer la souveraineté numérique du pays.

- **Des perspectives de croissance portées par l'activité minière**

En juin 2025, la Guinée a procédé au rebasage de son **PIB**², conduisant à une hausse de plus de 50% de la valeur de sa production nationale pour la nouvelle année de référence (2018). La disponibilité de données actualisées reste cependant limitée.

La croissance devrait atteindre **+7,2 % en 2025** selon le FMI, en hausse par rapport 2024 (+6,1%) alors que l'économie avait été affectée par l'explosion d'un dépôt de carburant en décembre 2023. Les investissements

liés au projet Simandou³ mais aussi dans le secteur de l'énergie et des infrastructures de transport (routes) soutiendront la croissance. Après un net ralentissement des prix début 2025, le taux d'inflation est reparti à la hausse pour atteindre 3,7% en août 2025 (2,2% en avril, mais 5% fin 2024). La Banque centrale (BCRG) a progressivement assoupli sa politique monétaire à partir de janvier 2025 et porté son taux à 9,75% en septembre (11% fin 2024). D'autres baisses de taux pourraient intervenir en 2026 sous réserve d'une évolution favorable de l'inflation.

L'activité devrait accélérer en 2026-27 grâce à l'extension des capacités de production de bauxite et à la mise en production de la mine de Simandou, qui devraient se traduire par une accélération des exportations. Avec un taux de croissance **de +10,5% en 2026**, l'économie guinéenne serait l'une des plus dynamiques au monde, selon le FMI. Ces prévisions restent cependant soumises à d'importants aléas liés à la situation économique internationale. Un ralentissement de l'activité chinoise pourrait peser sur sa demande de produits miniers dont la Guinée est l'un des principaux fournisseurs. Les incertitudes relatives à la situation politique et sociale nationale (cf. partie 4) font peser des risques supplémentaires sur l'économie du pays.

- **Un secteur bancaire peu développé**

Le secteur bancaire guinéen compte vingt-et-un établissements. Les données statistiques officielles sont peu nombreuses et souvent anciennes.

Le niveau de bancarisation de la Guinée est très faible. Selon la Banque Mondiale, seuls 4% des guinéens âgés de plus de 15 ans détiendraient un compte bancaire. Le secteur bancaire a été confronté mi-2025 à des problèmes de liquidités qui ont contraint les banques à limiter les retraits en espèce des entreprises et des ménages. Selon la BCRG, 94% des billets en circulation échappaient au circuit bancaire, reflétant la faible bancarisation et le poids de l'économie informelle⁴. Le ratio de capitalisation du secteur progresse à 19% fin 2024 (14,4% en 2022). Le taux de prêts non performants est en repli à 6,7% (9,2% en 2021).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Vers une réduction du déficit public**

Le déficit public s'est creusé en 2024 (-5%) avec la hausse des dépenses, en particulier d'investissement et de soutien social. La progression des recettes, grâce aux

¹ Mine exploitée par un consortium constitué par Rio Tinto, Winning Consortium Simandou (WCS, JV comprenant un groupe singapourien, un groupe chinois et UMS Guinée) et la société chinoise Baowu Steel,

² [Changement de l'année de référence \(2018 au lieu de 2006\)](#), utilisation du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008), par alignement sur les standards internationaux.

³ Le projet comprend, outre la mine, des infrastructures de transport (620 km de ligne ferroviaire et un port)

⁴ Estimée à 57,8% du PIB en 2022, source [Stat Guinée](#)



bonnes performances du secteur minier notamment, devraient permettre de réduire le déficit en 2025. Si le FMI table sur -3,2% sur l'année, le projet de Loi de Finances rectificative publié par l'Etat fin octobre 2025 fait toutefois part d'un déficit de -4% du PIB.

Les détails du budget 2026 ne sont pas connus mais les Autorités ont annoncé la mise en place d'un mode de gestion budgétaire sur la base d'un « budget-programme ». Le principe est d'allouer les dépenses en fonctions d'objectifs mesurables précis et non plus d'enveloppes globales. Les dépenses d'investissement (40% du total) devraient rester prioritaires, alors que les dépenses courantes devraient être plus contraintes. L'Etat s'est notamment engagé à maîtriser la masse salariale. D'après le [Document de Programmation Budgétaire Pluriannuelle \(DPBP\) 2025-2027](#), les recettes minières représentent près du tiers des projections de recettes de la période, provenant notamment de l'exploitation de Simandou.

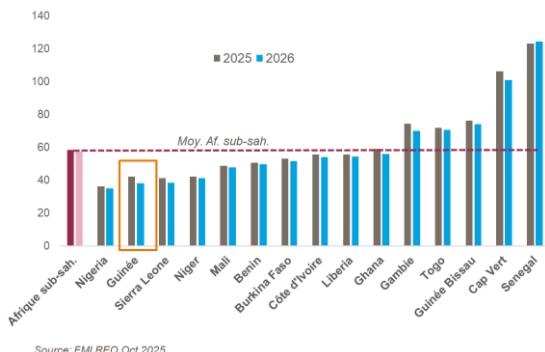
Selon le FMI, le déficit budgétaire atteindrait en 2026 la cible du gouvernement (-3%), un niveau inférieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (- 3,8% en 2025 et -3,6% en 2026 selon le FMI⁵).

- **Risque modéré de surendettement public**

Le ratio de dette publique a atteint près de 49% du PIB en 2024 (40% en 2023). La réduction du déficit public devrait permettre une baisse de l'encours de dette publique. Le ratio pourrait baisser à 42 % du PIB en 2025 et à moins de 40% en 2026. Ces ratios ne prennent pas en compte le rebasage du PIB intervenu en 2025, en l'absence de séries actualisées. Ils seront revus à la baisse avec les données actualisées du PIB

Le niveau d'endettement de la Guinée est d'ores et déjà **l'un des plus faibles de la CEDEAO**⁶, et nettement inférieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (42% vs 58,5% en 2025)⁵.

Dette publique CEDEAO (% PIB)



⁵ FMI, REO oct. 2025

⁶ Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui regroupe, outre les 8 pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigéria, la Sierra Leone.

Compte tenu des difficultés d'accès du pays aux marchés financiers internationaux, l'Etat s'est endetté davantage ces dernières années sur le marché local. Selon les dernières données publiées par le Ministère des Finances, à fin septembre 2025, la dette domestique représentait 53% du total (41% en 2021). La dette locale est composée majoritairement de titres à court terme (moins d'un an) et d'avances / dette auprès de la Banque centrale.

L'obtention d'un premier rating d'une agence internationale (S&P) en septembre 2025 devrait faciliter l'accès aux marchés internationaux. Un nouvel accord avec le FMI (le pays n'a plus de ligne de financement en cours de validité)⁷ permettrait également au pays de bénéficier de conditions concessionnelles.

Le poids des intérêts a progressé pour atteindre 8% des revenus en 2025 selon les estimations de S&P⁸, mais reste inférieur au niveau médian de la zone (12%)⁹.

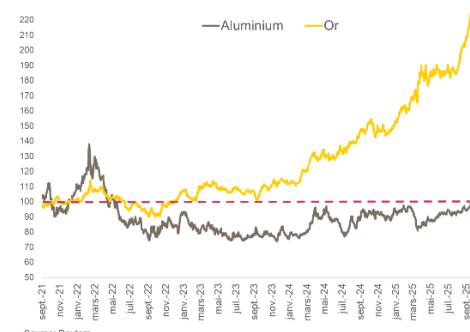
3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Forte dépendance aux produits miniers**

Environ 90% des recettes d'exportation proviennent de la vente de produits miniers (or, bauxite, diamants). Cette dépendance devrait se renforcer à partir de 2026, avec l'exportation de minerai de fer.

La Guinée profite de la forte progression des cours de l'or, son deuxième poste d'exportation. En revanche, la modération de la demande pèse sur les prix internationaux de l'aluminium, donc de la bauxite, qui tendent à se stabiliser.

Cours de l'aluminium et de l'or (indice 100= janv. 2022)



La Guinée est très peu exposée au marché américain (0,2% des exportations en moyenne entre 2021 et 2024). Le pays est exclu depuis janvier 2022 de l'accès privilégié au marché des Etats-Unis au titre de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) en raison du coup d'Etat. La Guinée dépend davantage de la demande

⁷ Des négociations sont en cours depuis octobre 2024

⁸ [Republic of Guinea Assigned 'B+/B' Sovereign Rating | S&P Global Ratings](#)

⁹ FMI REO Avril 2025



chinoise (la Chine importe plus de 70% de sa bauxite de Guinée) et indienne (pour l'or).

La modération des prix alimentaires et du pétrole allège la facture des importations guinéenne, mais ses besoins en biens et services étrangers restent importants pour la réalisation de ses projets miniers et d'infrastructure.

Le déficit courant devrait se réduire dès 2025 (-9,7% après -14% en 2024) et nettement s'améliorer à partir de 2026 avec les exportations de minerai de fer. Le FMI table sur un déficit de -2,3% qui implique cependant une montée rapide en production de la mine et une demande forte, alors que la croissance mondiale, notamment chinoise pourrait être moins dynamique et que les stocks chinois de minerai de fer étaient au plus haut fin octobre 2025. Le déficit devrait ainsi se réduire mais probablement moins rapidement qu'annoncé par le FMI.

Les investissements directs étrangers (IDE) sont essentiels pour le pays mais concentrés dans le secteur minier. Les flux pourraient pâtir des incertitudes politiques mais aussi de la décision prise en 2025 par le gouvernement de retirer des permis miniers à des compagnies étrangères (cf. partie 1). Le gouvernement devrait cependant être attentif à préserver l'attractivité du pays et la notation récente par S&P offre aux investisseurs privés une visibilité qui pourrait encourager de nouveaux IDE. Toutefois, ces sources de financement devraient rester insuffisantes pour couvrir les importants besoins de financement extérieur du pays, impliquant le recours à l'endettement.

- **Risque de surendettement modéré**

La dette extérieure guinéenne est **exclusivement publique**. Le pays a bénéficié d'une **annulation partielle dans le cadre de l'initiative PPTE¹⁰** qui lui avait permis de ramener le ratio de dette externe à moins de 20% du PIB en 2013 (110% en 2005). **La dette oscille ces dernières années entre 25% et 30% du PIB.**

A fin 2023 (dernières données disponibles), la dette extérieure guinéenne était constituée à 88% de **dette concessionnelle**, multilatérale (52% du total) et bilatérale (36% du total)¹¹.

La dette vis-à-vis de la Chine représente 30% de la dette extérieure de l'Etat guinéen (en prenant en compte la dette commerciale due majoritairement à la banque chinoise ICBC).

Le ratio de service de la dette / exportations est attendue à 4% pour 2025 par le FMI¹², nettement inférieur au seuil préconisé (10%). **Le risque de surendettement**

extérieur de la Guinée est ainsi modéré mais vulnérable à la baisse de ses recettes d'exportation et à l'évolution du cours du franc guinéen.

En septembre 2025, S&P a attribué à la Guinée la note de B+ avec perspective stable. Dans la région, le Togo a le même rating mais le Bénin est un cran au-dessus (BB-). Cette notation devrait permettre à la Guinée d'accéder au marché obligataire international, mais place le pays dans la catégorie « spéculative », impliquant un coût de financement élevé.

- **Stabilisation du cours du franc guinéen**

BCRG intervient pour assurer une relative stabilité du franc guinéen qui bénéficie en outre des effets positifs de la hausse des recettes d'exportation liée au niveau élevé des cours de l'or. L'affaiblissement relatif du dollar et surtout les perspectives de recettes d'exportation de minerai de fer fin 2025/ début 2026 devraient favoriser le raffermissement du cours du franc guinéen face au dollar.

Toutefois, le niveau des réserves de change est très faible (1,4 mois d'importations selon le FMI en 2025), limitant fortement les capacités de la BCRG à intervenir en cas de fortes pressions à la baisse.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Accentuation des tensions politiques et sociales**

L'ancien président Alpha Condé a été renversé en septembre 2021 après une victoire électorale controversée pour un troisième mandat. M. Doumbouya, à la tête des militaires à l'origine du coup d'Etat, a mis en place un Conseil National pour la Réconciliation et le Développement, mais n'a pas tenu son engagement de rendre le pouvoir aux civils avant fin 2024.

En septembre 2025, les guinéens ont approuvé (à 89,3% des suffrages selon la Cour Suprême) une nouvelle Constitution, prévoyant notamment l'instauration d'une Haute Cour de justice et la création d'un Sénat. Ce référendum a été boycotté par l'opposition qui dénonçait la mainmise sur le pouvoir du Général Doumbouya. Le Président de la transition a interdit toute manifestation depuis 2022 puis suspendu, pendant quelques mois, les partis d'opposition. Il est également accusé de pression auprès des médias. En outre, la nouvelle Constitution autorise des candidats indépendants (n'appartenant à aucun parti) de se présenter, avec un système de parrainage. Ces dispositions ont permis à M. Doumbouya d'annoncer sa candidature à l'élection

¹⁰ Pays Pauvres Très Endettés

¹¹ Source Banque Mondiale [Debt Service Suspension Initiative](#)

¹² Rapport pays FMI mai 2024



présidentielle, fixée au 28 décembre 2025, alors que la Charte de la transition qu'il avait instaurée à son arrivée au pouvoir stipulait que les membres de la transition ne seraient pas autorisés à se présenter. Les nouvelles conditions d'éligibilité définies dans la Constitution (être âgé entre 40 et 80 ans, résider en Guinée...), excluent de fait ses deux principaux opposants : l'ex-président A. Condé (87 ans, en exil) et l'ex-premier ministre et opposant C. Dalein Diallo (73 ans, en exil également).

Le processus de transition et les réformes ont été globalement soutenues par la population malgré des mouvements de protestation début 2024. Mais les besoins sociaux sont importants dans un pays qui se classe au 179^{ème} rang (sur 193) de l'Indice de développement humain (IDH) des Nations Unies 2023 et dans lequel 43 % de la population vivrait sous le seuil de pauvreté¹³. En conséquence, un regain de tensions à l'approche des élections ne peut être écarté.

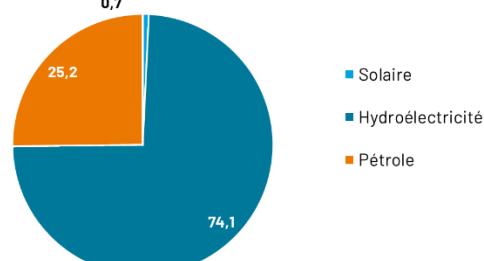
- **Un niveau de gouvernance peu favorable aux investisseurs**

La Guinée est globalement moins bien classée que ses voisins selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale, parmi lesquels figurent des pays dont les performances dans ce domaine sont pourtant faibles, comme le Mali ou la Sierra Leone. Le pays est au 133^{ème} rang (sur 180) de l'indice de perception de la Corruption Transparency International 2024 (150^{ème} en 2021). Les autorités ont institué une *Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières* (CRIEF), destinée à lutter contre la corruption mais les progrès restent lents. **Le contexte politique et juridique reste difficile pour les entrepreneurs.**

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Guinée est très vulnérable aux changements climatiques (152^{ème} sur 181 selon l'indicateur ND Gain), notamment à la sécheresse et à l'élévation du niveau de la mer. Ses émissions de GES sont faibles (145^{ème} sur 160 pays pour les émissions/ hab.) grâce au poids de la production hydroélectrique (notamment par la centrale de Souapiti) dans le mix énergétique.

Guinée : production d'électricité par sources, en % (2023=4,05 TWh)



Source : Global and European Electricity review(Ember 2025)

Les GES proviennent pour l'essentiel (plus de 60%) de la production d'énergie utilisant la biomasse. La Guinée prévoit une réduction de l'utilisation du charbon de bois au profit de l'hydroélectricité, le potentiel du pays n'étant que partiellement exploité et du solaire. **Le sujet de l'environnement dans le cadre de l'exploitation minière constitue un défi de taille** pour le pays. Le secteur minier est le 1^{er} consommateur d'énergie et responsable de pollution des eaux. En 2022, les Autorités de transition avaient pris position en faveur d'une mise en œuvre plus stricte des clauses environnementales des contrats miniers.

¹³ Source FMI review mai 2024



DIRECTION DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Economies émergentes / Risque Pays		
Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillerier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillerier@bpifrance.fr
Global trends, Pays Développés, Conjoncture France		
Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.